

"Trade, not aid", dit-on souvent. L'entente trilatérale Canada/États-unis/Mexique offre une occasion exceptionnelle: celle de développer des rapports commerciaux assortis de conditions justes, marqués non par le seul souci de la productivité et du profit mais par celui du développement social, démocratique, humain, environnemental de nos partenaires du Sud. Libre-échange peut-être, mais surtout juste échange. Pourquoi l'accord de libre-échange à trois ne contribuerait-il pas à construire une Amérique où l'aide au développement et les campagnes de défense des droits humains ne seraient plus nécessaires? Pourquoi, à sa façon, l'entente à trois ne servirait-elle pas à faire reculer la pauvreté et les manques de liberté qu'un ordre économique et politique international injuste impose encore trop souvent aux pays du Tiers Monde?

Ces questions sont centrales pour nous, que nous soyons des organisations non gouvernementales de développement ou des centrales syndicales. Et elles constituent pour nous, comme pour les organisations avec lesquelles nous sommes en contact au Mexique et en Amérique latine, des enjeux fondamentaux de l'ALÉNA.

Au moment où notre pays va s'engager en effet dans un éventuel partenariat privilégié avec le Mexique, il est bon de se rappeler quelques éléments à propos de ce pays:

- le Mexique compte près de 90 millions d'habitants. Mais il faut se rappeler que la majorité de cette population vit dans une grande pauvreté. Le PIB par habitant du Mexique est à peine le 1/8 de celui du Canada. Le salaire horaire moyen y est de quelque 1,75 \$;

- la situation de la démocratie et des droits humains dans ce pays est déplorable. Amnistie Internationale, le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, de nombreuses autres organisations de défense des droits humains ont dénoncé la situation dans ce pays où un parti se maintient au pouvoir depuis plus de soixante ans, en utilisant la fraude au besoin (comme ce fut le cas aux dernières élections présidentielles notamment);

- on a souvent mis en vedette le dynamisme économique des usines de sous-traitance et d'assemblage (appelées maquiladoras) installées dans la zone frontalière Mexique/États-Unis. On a dit qu'elles avaient créé 500 000 emplois depuis 10 ans et que le libre-échange allait étendre ce dynamisme aux autres régions du pays. Mais on a peu parlé des conditions de travail dans ces zones où la main-d'oeuvre est composée à 70% de femmes et de très jeunes personnes, souvent sans droits syndicaux, sans sécurité d'emploi, sans normes de sécurité et de santé au travail. On n'a pas dit que les 500 000 emplois créés dans cette zone l'avaient été souvent au détriment de l'activité d'autres régions du pays;